



Rio+20 – Comprendre, innover et agir.

Comité 21 – Palais Brongniart - Paris, 4 Juillet 2011.

Raymond Van Ermen, Directeur Exécutif de Partenaires Européens pour l'Environnement (EPE)¹.

Rio 2012, un progrès pour l'humanité ?

Toute conférence des Nations Unies doit être l'occasion de réfléchir comment cet événement peut marquer un progrès de l'humanité. Il y a vingt ans, en Décembre 1991, la France recevait à la Cité des Sciences et de l'Industrie la première conférence mondiale des ONG préparatoire à la Conférence de Rio 92. Un agenda commun fut adopté qui mettait en évidence la puissance d'un réseau de solidarités. Il est important que la même réflexion sur les progrès que pourrait représenter la conférence de 2012 soit menée.

Plus que jamais, il est important que l'humanité prenne conscience de sa raison d'être². Il ne s'agit pas des droits de l'individu mais de la participation de chacun à une communauté humaine engagée dans la même aventure. Vous avez en France des philosophes et autres penseurs éminents qui ont travaillé sur ces questions.

Perspectives noires ou roses ?

Je connais toutes les inquiétudes et je connais les nombreux cris d'alarmes. J'en suis parfois aussi le porte parole. ! Mais pour une conférence mondiale comme celle de 2012, se focaliser sur le versant noir des choses, ne permettra pas une mobilisation planétaire. Pays émergents et pays en développement se jeteront à bras raccourcis sur les pays développés, à leurs yeux pilleurs de leurs ressources.

Le XXIème siècle sera-t-il le siècle de la rareté – on parle notamment de la sixième extinction en matière de biodiversité, du manque croissant d'eau dans de multiples domaines (de l'agriculture à la recherche en profondeur de pétrole comme de matières premières en ce y compris le pétrole), sans parler de l'impact des changements climatiques que ce soit le réchauffement ou une nouvelle glaciation.

De même, le XXIème siècle sera-t-il celui de l'assèchement des budgets des pouvoirs publics, de la disparition des solidarités et de la montée du chacun pour soi ? On parle de la guerre pour les ressources et les exemples se multiplient :

- L'UE semble vouloir lier son aide aux pays en développement à l'accès aux ressources.

¹ A contribué à la réunion de Paris de 1991, la Charte Européenne des Droits Fondamentaux, la Convention d'Aarhus

² *Demain, qui gouvernera le monde ?* Jacques Attali p326

- La Corée du Sud comme la Chine acquièrent des milliers d'hectares agricoles en Afrique, et la Corée du Sud s'approprie la production céréalière des USA eux mêmes.
- Selon Lester Brown, le prix de l'alimentation pourrait être le prochain facteur générateur de crise mondiale.

Quant aux budgets publics, les analyses prospectives³ sur la situation à l'automne de cette année, entre autres aux Etats-unis, font froid dans le dos et des désordres financiers en chaîne nous sont annoncés.

Ou sera-t-il le siècle, face aux crises, du sursaut et de l'abondance renouvelée ? C'est dans ces termes que je pense qu'il faut voir les enjeux d'un succès ou d'un échec de Rio+20.

Conscient du précipice, il faut comme le fait Lester Brown, travailler sur plusieurs scénarios et plutôt présenter une "sortie par le haut", un projet (un rêve dirait Jeremy Rifkin) qui soit de nature à mobiliser. C'est ce que le thème de "l'économie verte contribution à une éradication de la pauvreté" permet.

Les 3 axes.

En effet, si l'on s'inscrit dans une approche qui n'est pas celle de se battre pour un gâteau qui rétrécit alors que le nombre de convives augmente pour passer à une stratégie qui vise à agrandir le gâteau en liant des sujets apparemment séparés une nouvelle "abondance" est peut être à notre porte. Une abondance qui déboucherait sur des changements systémiques qui seraient un 'progrès pour l'humanité'.

Il me semble que pour cela il faudrait aligner les 3 axes qui suivent pour créer une spirale vertueuse :

- La révolution de l'intelligence et des réseaux numériques qui change les conditions de la gestion de la chaîne des responsabilités, les modèles de gestion d'entreprise et de commandement.
- La remobilisation du capital privé au service du bien commun génère les moyens financiers nécessaires, réoriente les marchés, fait passer des marchés de niche à des marchés matures
- La révolution du berceau au berceau, de l'économie circulaire, des éco-innovations systémiques, génère une explosion de l'innovation, de la créativité, transformants, les villes, les transports, l'alimentation, les produits, les services pour une société de bien être pour tous à l'horizon 2050. Ce sont les initiateurs de l'approche du berceau au berceau qui présente le XXIème siècle comme le siècle de l'abondance. Que l'on y ajoute les opportunités qu'offrirait les Océans, "la nouvelle frontière", et l'on a pour certains bien des raisons d'être optimiste mais à l'horizon 2050

³ voir LEAP2020

L'intelligence collective des acteurs du marché

Devant les menaces qui sont face à nous, la société civile à une responsabilité clef. Celle de passer de la déclaration d'intention à la force de frappe économique. C'est la seule façon de forcer le changement dans un système mondialisé de marché comme celui que nous connaissons. C'est la seule façon de réorienter les banques. Si les ONG restent au stade déclaratif sur ces questions, elles porteront elles aussi une responsabilité historique dans ce qui adviendra.

La présidence brésilienne de Rio+20 expère que la conférence sera l'occasion de nouveaux engagements de la part des parties prenantes. La mobilisation de l'intelligence collective des acteurs du marché est techniquement possible. De nouveaux modèles d'entreprise en émergeront, une logique qualitative prévaudra, un devenir prometteur et un avenir meilleur se profilera, de nouvelles formes de solidarité et de redistribution apparaîtront.

La lecture de la communication de la Commission sur Rio+20, le secteur privé et la société civile, est d'une grande banalité qui montre la difficulté des pouvoirs publics à gérer le rôle de ceux que les uns appellent les culturels créatifs, d'autres les hyper nomades ou les agents du changement et que nous rassemblons sous la triple appellation de leaders, champions et pionniers (front runners) qui se retrouvent dans tous les secteurs privé, associatif, pouvoir publics, universités etc. Ils créent depuis longtemps une dynamique transfrontalière, ils font bouger les institutions et les marchés. La question clef est celle de savoir comment accélérer la transition. Il faut le faire en partant de scénarios, tels ceux proposés par Lester Brown.

Le Scénario Pearl Harbour.

Lester Brown est de ceux qui s'interrogent sur le fait de savoir pourquoi nous semblons incapable de nous mobiliser comme le firent les Américains au début de la seconde guerre mondiale, allant jusqu'à mettre un embargo sur la vente de voiture privée. La réponse est simple et se trouve dans les mémoires de Jean Monnet : parce que la guerre avait été enclenchée avec Pearl Harbour et les PDG américains convoqués chez le Président Roosevelt - et qui s'apprêtaient à discuter - se virent répondre que c'était le commandant en chef qui leur parlait et que leurs usines étaient réquisitionnées. La discussion était close.

Comme nous ne sommes pas pour l'instant dans un scénario à la Pearl Harbour, nous devons travailler à des mécanismes qui répondent à deux autres scénarios décrits par Lester Brown.

Le scénario Mur de Berlin ou Printemps Arabe.

C'est le scénario où une révolution conduit à un bouleversement institutionnel porteur de changements. C'est un scénario très intéressant pour ce qui concerne l'économie verte dans le Bassin Méditerranéen. L'économie verte dans le Bassin Méditerranéen devrait être à l'agenda du Comité 21.

Au plan mondial, la Conférence de Juin 2012 se passera-t-elle dans un tel cadre. Peut être que oui si la crise financière qui nous est prédite pour l'automne de cette année venait à se confirmer. C'est pourquoi les propositions sur la mobilisation du pilier finance auxquelles travaillent plusieurs réseaux en vue de Rio+20 pourraient se révéler prêtes 'just in time'.

Le scénario Partenariats Transformants.

Dans une économie de marché mouvante par définition alors que, une des difficultés est par ailleurs, comme le reconnaissent de nombreux experts, qu' il n'y a pas de pilote dans le cockpit - J. Attali écrit même : "non seulement il n'y a pas de pilote dans l'avion, mais il n'y a pas de cabine de pilotage"⁴ - la seule façon de progresser c'est de **mettre en oeuvre pour les droits et responsabilités des acteurs du marché, un système d'exercice d'intelligence collective similaire à ce que fait le GIEC** : un système commun et mondial d'évaluation/proposition sur les 3 domaines mobiliser, faire rapport, récompenser .

On pourrait ainsi constituer une banque de données, point de départ de l'exercice collectif d'intelligence, à partir des rapports "développement durable" des pouvoirs publics comme des entreprises et des organismes financiers :

- objectifs et cibles : réduction du CO2, ressource efficiency, réduction de la pauvreté etc.
- achats
- investissement à long terme et comptabilité,
- récompenses

Face à la mondialisation, un Accord des Nations Unies pour une révolution copernicienne.

Il faut créer un sentiment d'appartenance à la communauté des acteurs du marché de l'économie verte, pour une appropriation des enjeux dans le cadre de la mondialisation. Ce serait un des objectifs de **l'Accord des Nations Unies 2012 sur les Droits et Responsabilités des Acteurs du Marché**. Créer un ciment pour que ces acteurs, comprenant les avantages qu'ils peuvent trouver dans un 'effet d'échelle' et une dynamique transfrontalière, utilisent les leviers dont ils disposent comme partie prenante de la chaîne de valeurs pour avoir un effet systémique et ainsi accélérer la transition.

Pour la société civile, se donner pour objectif de créer un effet d'échelle autour d'initiatives portant sur les achats et investissements durables, se serait s'affirmer comme 'acteur clef du marché mondial'. Cela correspondrait aussi à la vision de Gilles Berhault du passage d'une 'démocratie participative' à une 'démocratie contributive' et ce serait en adéquation avec le principe de responsabilité et la charte des responsabilités universelles préparée par les ONG en vue de Rio+20 auxquels faisait allusion Pierre Radanne. **Mettre ce projet d'Accord des Nations Unies 2012 sur les Droits et Responsabilités des Acteurs du Marché à l'ordre du jour du Sommet des Citoyens à Rio en juin 2012 serait un signal fort de la part de la société civile adressé tant aux entreprises, qu'aux banques et aux pouvoirs publics. Ce serait même une révolution copernicienne, celle d'une économie verte et des réseaux numériques, des espaces d'innovation ouverte où nous sommes tous acteurs du marché, utilisant notre 'force de frappe' dans une chaîne de valeurs redéfinie pour partager ressources, moyens financiers et savoirs.**

C'est la Commission elle-même qui écrit que toutes les banques doivent être mobilisées. Pour ce faire, nous proposons aussi de lancer, cette fois ci au plan de l'Union

⁴J. Attali, p 296.

Européenne, la préparation d'un "Covenant" avec le secteur Financier. Les ONG Européennes doivent faire pression pour qu'un tel 'Covenant' soit mis en place et pour que toutes les banques le signent.

C'est pourquoi je me fais l'avocat du besoin d'un Accord des Nations Unies sur les droits et responsabilités des Acteurs du Marché qui s'appuierait sur 3 points : mobiliser, faire rapport, récompenser. L'objectif est que tout acheteur comme tout investisseur exercent son "autre droit de vote", celui de l'achat et de l'investissement responsable.

Gouvernance et Responsabilité des Acteurs du Marché.

L'élargissement de la gouvernance environnementale aux parties intéressées devrait donc s'envisager sur la base d'un *Accord* qui viserait à ce que :

- acteurs du marché et société civile se mobilisent pour la mise en oeuvre des objectifs fixés par la puissance publique
- en soutien, la puissance publique apporte son appui logistique à des 'partenariats transformants' (transformative partnerships) de nature à accélérer la transition vers une économie verte (ce que s'apprête à faire au plan européen la Commission avec ses 'partenariats innovants') et les objectifs du millénaire
- en retour, la puissance publique entend que les acteurs du marché et société civile fassent rapport de leurs progrès dans une approche ESG (environnement, social, gouvernance) et selon des modalités qui permettent de mesurer les progrès par rapports aux objectifs (CO2, footprint, achats verts, ISR etc), enfin que les acteurs du marché modifient leurs systèmes de récompense (ce qui n'était pas envisagé à Rio +10).

Ainsi, pour créer un 'effet accélérateur' de la transition vers une "économie verte" le système à mettre en place devrait :

- porter sur les 3 piliers, **mobiliser, faire rapport, récompenser**
- les liés aux *investissements, aux achats, à la gestion de la chaîne de valeurs, aux notations, aux changements de style de vie.*
- concerner tant les acteurs privés que les acteurs publics du marché (je pense à la 'commande publique' en particulier qui joue un rôle capital mais dont à ma connaissance on n'a pas de système de reporting ou de récompense)
- pour ce qui est du pilier récompense, mettre sur la table la question de la relation des bonus avec les performances environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). Certaines multinationales ont déjà mis un tel système en place
- créer ou renforcer un système commun et mondial de veille permanente, d'évaluation/proposition sur les 3 domaines mobiliser, faire rapport, récompenser . Ce système devra être transparent, multi-acteurs, indépendant.

Cet 'accord' pourrait lancer plusieurs initiatives, les unes sous forme de convention des Nations Unies les autres sous forme d'accord volontaire comme la mise en place du système commun et mondial d'évaluation/proposition sur les 3 domaines d'action des acteurs du marché etc.

Comment mettre un tel Accord sur les rails ?

Comme je l'ai indiqué à Brice Lalonde, si je puis faire une suggestion ce serait de mettre en place une task force soit à l'initiative du Secrétariat de Rio+20 soit à l'initiative de la France dans la perspective de la réunion de Janvier 2012 des porteurs de projets en vue de Rio + 20 qui portent sur ces 3 piliers. Je pense notamment à :

- reporting entreprises privées: *Global Compact, GRI*
- reporting commande publique : *ICLEI*
- accès à l'information, traçabilité, participation : le Secrétariat de la *Convention d'Aarhus* (pour son expertise dans le domaine de l'information détenue par les pouvoirs publics)
- investissement responsable : le secrétariat des *Principles for Responsible Investment* dont les signataires travaillent à des propositions liés aux bourses, aux fonds de pension et au reporting, *SRI-Asia* actif en Chine.
- mobilisation de la finance privée : *UNEP-FI* (qui se réunit à Washington DC en Octobre). *EPE* travaille à ce sujet pour le compte de l'association européenne de parlementaires *GLOBE* à un projet de 'covenant' qui sera présenté à Michel Barnier.
- récompenses : Dans le cadre de *GLOBE*, un projet de déclaration écrite du parlement européen est en cours de finalisation qui porte notamment sur la régulation des bonus et leur lien avec les performances ESG.
- système commun et mondial d'évaluation/proposition sur les 3 domaines : peut être que *GRI* serait une base de départ.

Leur mandat commun serait de proposer , avant la réunion de Durban de Novembre 2011, un "Accord des Nations Unies 2012 sur les Droits et Responsabilités des Acteurs du Marché" pour la Conférence Rio + 20 qui s'appuierait sur leurs travaux respectifs et serait présenté à la rencontre prévue par votre Gouvernement pour fin Janvier 2012.

21 Décembre 2011. Bruxelles. Conférence européenne des Leaders, Champions et Pionniers de l'Economie Verte.

Vous êtes tous des acteurs du changement. Nous vous invitons tous le 21 Décembre à la conférence des Leaders, Champions et Pionniers du Développement Durable et de l'Economie Verte qui va explorer comment l'Europe peut jouer un rôle leader en travaillant et liant 3 domaines où l'on connaît des bouleversements profonds, voire des revolutions que je viens d'évoquer : le partage des ressources naturelles, financières et de la connaissance.

Il s'agit de progresser vers plus de **Liberté, Egalité, Fraternité** mais dans **l'Interdépendance** assumée. L'interdépendance est un levier de plus de solidarité qui nous rend chacun plus libre. Travailler sur les 3 domaines de partage des ressources que j'ai évoqué, dans cet état d'esprit, est porteur d'espérance.